



CREDIT PHOTOGRAPHIQUE : ANTOINE AGOUDJIAN

AU QUOTIDIEN



ANTOINE AGOUDIAN POUR «LE MONDE»



Dans le quartier
fondamentaliste de Fatih,
au cœur d'Istanbul, auprès
du tombeau de Mehmet II,
chef de guerre qui conquiert
Constantinople en 1453.

VILLE D
DE ME



ANTOINE AGOUDJIAN POUR «LE MONDE»



Une soirée entre amis,
à Istanbul.

ANTOINE AGOUDJIAN
Né en 1961, il se consacre depuis plus de 30 ans à la photographie. Ancien membre de l'agence Rapho, ses rencontres décisives, notamment avec Robert Doisneau et Robert Delpire, inscrivent son travail dans le courant de la photographie humaniste. Son œuvre en noir et blanc est dédiée à la mémoire de l'histoire du peuple arménien. Couvrant les lieux historiques de son héritage mémoriel, Antoine Agoudjian construit une œuvre originale où l'histoire, sa trace et son écho brisent le silence imposé. Depuis 2015, l'introduction de la couleur dans son travail, avec la couverture des guerres en Irak, en Syrie et en Artsakh (Haut-Karabagh), témoigne d'une nouvelle étape dans son œuvre. Il crée ainsi une symbiose entre la mémoire du passé et l'histoire présente. En 2021, il reçoit le premier prix Visa d'Or CICR pour son travail réalisé dans le Haut-Karabagh.



ANTOINE AGOUDJIAN POUR «LE MONDE»

Istanbul, octobre 2021



► souriante aux sublimes yeux verts ne peut faire un pas sans qu'on l'arrête pour le remercie, elle et son mari, de leur courage et de leur engagement. Car Selahattin Demirtas, lui aussi, est un emblème national. Comme pour Osman Kavala, et sans plus de succès, la CDEI réclame sa libération. Elle a condamné la Turquie pour la déstabilisation depuis de ce leader prokurde, député et ex-président du Parti démocratique des peuples (HDP), une formation située à gauche qui défend les droits des Kurdes comme de toutes les minorités – sans être claire sur ses liens avec l'organisation terroriste kurde PKK. Recep Tayyip Erdogan a fait un ennemi personnel de cet homme

Pour l'heure, l'adversaire le plus redoutable d'Erdogan s'appelle l'économie. C'est sa faillite qui est à même de mettre un terme à un système politique à bout de souffle.

A Diyarbakir, capitale d'une minorité kurde représentant 20% de la population en conseil régional, permennant avec l'Etat, le ras-le-bol de la population contre l'autocratie du président est particulièrement sensible. En 2016, les combats entre l'armée turque et la guérilla kurde du PKK ont abouti à la destruction des deux tiers de la vieille ville médiévale entourée de remparts romains, et au déplacement forcé de 20000 personnes. Dans la foulée, le président Erdogan a destitué les autorités élues de la ville pour les remplacer par un administrateur judiciaire dépendant de l'Etat central. Les plaies et les mémoires restent ouvertes et à fleur de peau. A commencer par la plus profonde, celle dont le pouvoir turc refuse d'assumer la responsabilité : le génocide des Arméniens. Plus d'un million de personnes ont été déportées, affamées ou massacrées sur le territoire turc entre avril 1915 et juillet 1916. Pour Garo Paylan, ancien député arménien du Parlement turc et représentant du HDP, « la société turque ne pourra pas réellement se démocratiser tant qu'elle restera dans ce déni persistant du génocide » (lire entretien page 32).

L'ECONOMIE, TALON D'ACHILLE POUR ERODogan

Pour l'heure, l'adversaire le plus redoutable du président Erdogan s'appelle l'économie. C'est sa faillite qui est à même de mettre un terme à un système politique à bout de souffle. Sur le marché de Keçiolun, la capitale du nord d'Ankara où les restaurants se restaurent au café, les marchands se sentent un peu seuls derrière leurs montages de fruits et légumes disposés en pyramides artistiques et rutilants sous le soleil. Les haricots vertes à 25 livres le kilo ne trouvent pas preneurs, alors que le salaire minimum mensuel est à 285 livres. L'inflation officielle est de 20% – et même de 30% selon certains experts. La bouteille d'huile de tournesol est passée en quelques mois de 22 à 80 livres, selon le vendeur qui enchaîne les exemples pour sa démonstration. « Avant, les prix pouvaient varier de 1 à 2 livres turques par kilo. Maintenant, ça peut décoller de 8 livres d'un seul coup. Tous les coûts augmentent, mais pas les salaires. Les gens n'ont plus de quoi acheter. Ils hésitent même pour les confitures, et nous on ne vend rien... Il baisse d'un ton et poursuit sur la politique, ignominie sur le palais monumental d'Erdogan, se plaint des réfugiés syriens « amenés par le gouvernement alors que nous on n'a rien... ». Une vieille dame tend l'oreille et défend son président : « Parce que vous feriez mieux que lui, vous ? Mentiers ! » Dans la zone industrielle de Diyarbakir, le patron de l'Iber, une PME familiale de prêt-à-porter, sous-vêtements et linge de maison fondée en 1997, reconnaît aussi souffrir de la baisse spectaculaire

du pouvoir d'achat. « J'ai 44 ans, explique l'adil Ogurcu, j'ai connu des crises, mais je n'ai jamais assisté à une chute aussi violente de l'économie. » De 12489 dollars en 2013, le PIB par habitant est tombé à 8610 dollars en 2021. « Aucune de nos sociétés ne supporterait une telle dégradation des structures économiques et sociales », note un diplomate en poste à Ankara. Fadil Ogurcu dit pouvoir en adoucir les effets grâce aux exportations dans les pays voisins, elles mêmes favorisées par la baisse de la livre turque. Mais son objectif prioritaire est de conquérir le marché européen. Il est en contact avec des partenaires français et allemands. Rien à espérer du côté des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE), qui sont au point mort. Mais l'union douanière créée en 1995, est un atout majeur pour le pays, qui réalise avec l'UE plus de 60% de ses exportations.

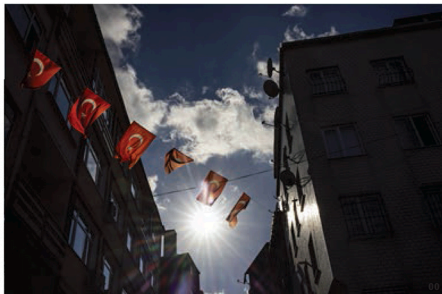
La dégringolade de l'économie et la paupérisation de la population sont le talon d'Achille d'Erdogan ainsi que le principal problème du pouvoir actuel. Elles sont la cause principale de sa perte de crédit, dans une société turque parfois encore séduite par le « nouveau roman national » que le président Erdogan s'est attelé à écrire. L'objectif était double, ainsi que l'indiquait Marc Semo dans *Le Monde* : « affirmer un nationalisme à forte connotation religieuse » en redonnant toute sa place à l'islam, et se montrer « toujours plus agressif sur la scène politique intérieure et surtout à l'international », en défiant l'Europe et l'Occident. Tout était conçu pour que la Turquie, héritière de l'Empire ottoman, retrouve « l'esprit de conquête » et son rang dans le monde.

UN MODÈLE ÉCONOMIQUE À SATURATION

Le modèle économique basé en grande partie sur la construction d'infrastructures et de grands bâtiments publics arrive à saturation. Depuis le coup d'Etat avorté de 2016 et la mise en place d'un pouvoir autocratique, la situation n'a cessé de se dégrader. L'arbitraire du fonctionnement judiciaire et l'insécurité géopolitique en Méditerranée ne stimulent en rien les entrepreneurs locaux ni n'encouragent les investisseurs étrangers. Volkswagen a renoncé à implanter une usine prévue à Izmir. Les électeurs sont les derniers maillons de la chaîne à subir les effets de l'engorgement. « La situation économique prive Erdogan des trois groupes de conservateurs qui le soutiennent le plus, analyse Reha Ruhavioglu, directeur de l'Institut de sondage Rawest. D'abord les femmes, chez qui l'AKP était très fort : elles vont au marché et sont en première ligne pour mesurer la baisse du pouvoir d'achat. Ensuite les jeunes diplômés, qui ne trouvent pas d'emploi. Et enfin les Kurdes, à qui le président avait tendu la main avant que les tensions ne reprennent. »

La fin de règne est dans l'air, mais personne ne s'aventure à en écrire le scénario. Recep Tayyip Erdogan, théoriquement, reste au pouvoir jusqu'en 2037. S'il perd, accepte-t-il la défaite ? Négociera-t-il son exil ? S'accrochera-t-il au pouvoir ? Qui, dans l'opposition, émergera ? Serait-ce l'une des deux figures du Parti républicain du peuple (CHP, kémaliste, social-démocrate et laïque), le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, ou le maire d'Ankara, Mansur Yavas ? Ou la fondatrice du Bon Parti (İyi Parti, kémaliste, nationaliste et laïque), Meral Aksemer, dont les partisans inondent déjà les espaces publics des grandes villes, et qui souhaiterait occuper le poste de première ministre dans un régime à nouveau parlementaire (lire page 34) ? Les principaux partis de l'opposition sauront-ils s'entendre entre eux, ainsi qu'à l'heure par la prokurde HDP, désormais indispensable faiseur de rois ? Le futur dirigeant (ou la future dirigeante) sera-t-elle plus démocrate que son prédécesseur ? Telle est la caractéristique de ce pays mélangé, incalculable, imprévisible : il semble toujours en être à son point de bascule. ●

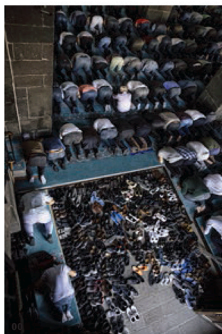
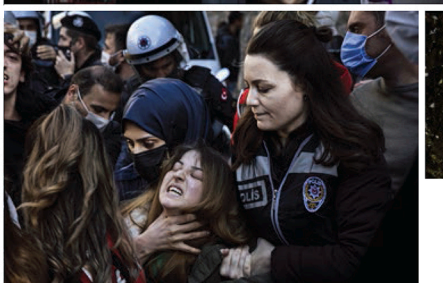
ANTOINE AGOUDIAN POUR « LE MONDE »



ANTOINE AGOUDIAN POUR « LE MONDE »



ANTOINE AGOUDIAN POUR « LE MONDE »



ANTOINE AGOUDIAN POUR « LE MONDE »

Dans le quartier fondamentaliste de Fatih, au cœur d'Istanbul.

Scène de prière à Diyarbakir, majoritairement habitée par des Kurdes.

Garo Paylan est député arménien de l'opposition de gauche prokurde (lire page 32).

Des étudiants manifestent contre le limogeage arbitraire de leur ancien directeur remplacé par un fidèle du président Erdogan.

A Diyarbakir.



ANTOINE AGOUDIAN POUR « LE MONDE »

VILLE D'ANKARA

APPARTENANT

→ Merbel dans la foule de la crise des migrants de 2015, le président turc s'est enfin engagé à « contenir » les réfugiés dans son pays en échange, notamment, du financement par l'UE de projets d'assistance, de développement, d'infrastructures scolaires ou sanitaires, à hauteur de 6 milliards d'euros auxquels se sont ajoutés récemment 3 milliards supplémentaires. Au-delà des négociations entre autorités turques et européennes sur le respect des engagements de part et d'autre, une partie de la société ressent la présence massive des Syriens comme un problème menaçant dans le contexte de crise économique. Des tensions xénophobes et hostilités aux migrants s'intensifient. Les partis de l'opposition, qu'ils soient de gauche ou de droite, s'emparent du sujet pour en faire un argument contre la politique d'Erdogan. L'immigration syrienne sera sans aucun doute un sujet des élections de 2023.

Le 11 août 2021, dans la soirée, des dizaines de personnes ont surgi dans le quartier pour attaquer les vitrines, les commerces, les voitures, les logements syriens. L'éclatement déclencheur avait été la veille, une rixe mortelle entre jeunes, suivie sur les réseaux sociaux par de fausses informations et des incitations à une opération punitive. Ce quasi-pogrom a laissé les habitants traumatisés. Depuis, sur les murs et les rideaux de fer des échoppes, les « non-Syriens » ont tagué un drapeau turc, espérant ainsi que ce signe de reconnaissance les épargnera dans le cas d'une prochaine descente. Du coup, les commerçants syriens se sont mis à leur tour à faire de même, tapissant leurs magasins de drapeaux turcs – sans se douter qu'ils se trahissent en les accrochant parfois à l'envers. Au café Sam (« le nom turc de Damas », la capitale syrienne), Majid cuisine ses *döner kebabs* en racontant la nuit terrifiante de la fin de l'été 2019. Il a peur, il voudrait démissionner ailleurs en Turquie, ou en Europe.

QUAND RÔLE L'ARBITRAIRE

Et ce vieux condanné, lui, que pense-t-il ? Est-il turc ou syrien ? On ne le saura pas. Au moment d'entrer dans son échoppe, trois hommes en jean et chemise nous demandent de sortir. « Police. » Que faites-vous dans le quartier ? Pourquoi voulez-vous leur poser des questions ? demandent-ils à l'interlope, au photographe et à moi. Ils prennent les passeports, discutent, téléphonent à leurs chefs, attendent. Trois policiers d'une hiérarchie supérieure arrivent en renfort. Puis trois autres, sans doute le niveau encore au-dessus. Ils sont nerveux. Discuter avec les gens du quartier semble une affaire grave. Le condanné nous apporte gentiment un thé, débors sur son pas de porte, pendant que les passeports passent de main en main, examinés à la loupe encore et encore... puis, au bout de deux heures, rendus. Ordre de quitter le quartier sur-le-champ. Au moment de partir, l'un des policiers nous glisse : « Ne voulez-vous pas plutôt interviewer la famille du jeune Turc qui a été tué au cours de la rixe (celle qui a déclenché l'opération punitive) ? Bien sûr. » Je vais appeler », dit-il. Il ne pas fait. Nous avons laissé le quartier, ses peurs et ses drapeaux turcs à l'envers. Sur un mur, quelqu'un avait crayonné une inscription : « Les grands espoirs de mon petit monde ».

L'autocrate Erdogan a mis en place une vaste zone grise qui n'est pas la dictature. C'est tout le paradoxe de ce pays qui bouillonne de vie, de liberté, d'inventivité, de différences, de démocratie persistante et du courage de ceux qui, politiques, entrepreneurs, avocats, journalistes, militants des droits de l'homme ou citoyens ordinaires, rendent impossibles les velléités d'une mise au pas plus sévère. Des dizaines de professeurs de l'université du Bosphore, à Istanbul, continuent de manifester tous les jours, comme l'ont fait des milliers d'étudiants, pour protester contre la nomination d'un

nouveau recteur sur décret du président. Chacun jongle avec des règles du jeu insidieuses qui sont celles de l'arbitraire : on peut être limogé de la fonction publique ou condamné à la prison pour un tweet ironique, comme passer à travers les mailles du filet pour des actions ou des écrits plus provocants, sans savoir pourquoi. « Dans les années 1980, explique l'avocate Gilleney Yönet, présidente de l'Association des droits de l'homme (İHD) à Istanbul, des cours militaires rendaient justice, il y avait des assassinats clandestins, des milliers de personnes ont disparu. Mais il y avait des règles de droit. Vous saviez où vous mettiez les pieds. Quand les gens venaient me voir, je pouvais leur dire : "Si vous êtes jugés, vous risquez une peine de tant à tant. Aujourd'hui, c'est au petit bonheur la chance. Il y a moins d'assassinats illégaux, mais il n'y a plus de droit. Le pire est toujours possible et tout est flou. » Au bas de l'immeuble qui abrite l'association, une dizaine de policiers en civil font le guet. Il n'est jamais inutile d'observer les allées et venues de ceux qui viennent chercher appui à l'HD.

L'autocrate Erdogan a mis en place une vaste zone grise qui n'est pas la dictature. C'est tout le paradoxe de ce pays qui bouillonne de vie, de liberté, d'inventivité, de différences, de démocratie persistante.

D'Istanbul à Diyarbakır, d'un bout à l'autre de la Turquie, deux femmes font l'expérience de cette zone grise permanente. Deux battantes qui ne lâchent rien. Ayşe Bugra et Basak Demirtas sont réduites à aller rendre visite à leurs maris respectifs, emprisonnés l'un et l'autre depuis des années sans motif rationnel d'accusation, et à assister à leurs procès retardés d'année en année sans qu'aucune condamnation soit prononcée, malgré l'étrange souci de maintenir une apparence de légalité.

Ce 8 octobre, au tribunal d'Istanbul, Ayşe s'est rendue à une énième audience du procès de son mari, Osman Kavala, 64 ans, figure majeure de la société civile (lire page 36). Ce mécano charismatique surnommé « le milliardaire rouge », accusé par le pouvoir d'être « le représentant de Soros », qui consacre sa fortune à mettre en valeur l'héritage multiculturel en Turquie – kurde, arménien syriaque, y compris le sujet explosif qu'est la reconnaissance du génocide arménien –, est jugé entre autres parce qu'il aurait soutenu, en 2013, les manifestations antigouvernementales connues sous le nom de « mouvement de Gezi ». Il fait l'objet de divers chefs d'accusation : tentative de renverser le gouvernement et l'ordre constitutionnel, ou atteinte à la sécurité de l'État. La libération d'Osman Kavala est exigée depuis décembre 2019 par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), qui menace Ankara d'une procédure d'infraction. En vain.

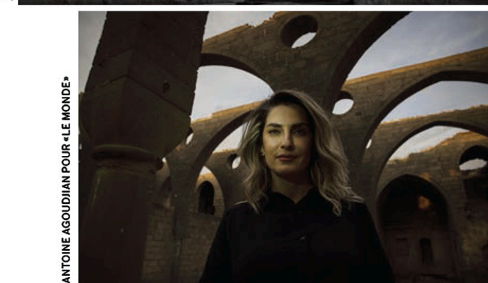
« ON NE TE LAISSERA PAS ÊTRE PRÉSIDENT »

Une fois de plus, ce jour-là, Ayşe Bugra s'est assise parmi le public. Une fois de plus, l'ancienne professeure d'université de 69 ans, au regard vif et triste, a regardé son mari sur un écran au fond de la salle d'audience, intervenant depuis la prison où il est enfermé depuis octobre 2017. Elle l'a écouté expliquer que sa détention n'avait point but que de permettre au pouvoir du président Erdogan « d'entretenir la fiction d'un complot ». Qu'attend-elle de ce procès ? « Rien, me répondait-elle la veille, dans son bureau. Depuis quatre ans qu'il est en prison, on ne m'a jamais dit que ceux étaient les faits précis qu'il aurait commis et qui constitueraient un crime. Le jour où il a été acquitté, en février 2020, alors que nous l'attendions, il a été de nouveau arrêté sans même avoir été relâché. La décision a été cassée en appel. Donc, je n'ai tendu rien, j'essaie de me rien espérer. »

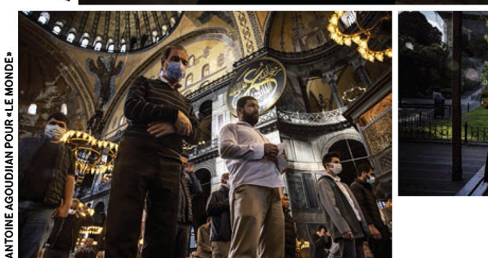
À 1500 kilomètres de là, dans le sud-est de la Turquie, Basak Demirtas, 43 ans, a dû abandonner son métier d'enseignante pour se consacrer à son mari en prison. Dans sa ville de Diyarbakır, peuplée à majorité de Kurdes et considérée comme la capitale historique et symbolique des territoires kurdes de Turquie, cette femme →



ANTOINE AGOUDIAN POUR LE MONDE



ANTOINE AGOUDIAN POUR LE MONDE



ANTOINE AGOUDIAN POUR LE MONDE



Le mausolée à la mémoire du Tullat Poshti à Istanbul fut édifié par Atatürk.

L'avenue İstiklal d'Istanbul est la rue piétonne la plus fréquentée, par une population plurielle.

Basak Demirtas milite pour la libération de son mari, député de l'opposition radicale Selahattin Demirtas, incarcéré depuis 2010.

Prière à Sainte-Sophie (Istanbul), cathédrale transformée en mosquée en 2010.

Dans le quartier fondamentaliste de Fatih, à Istanbul, l'église grecque orthodoxe Saint-Sauveur de Chora est en cours de transformation en mosquée.



ANTOINE AGOUDIAN POUR LE MONDE



►►► nationaliste (MHP). Journalistes, activistes ou simples citoyens se retrouvent condamnés des peines de prison, accusés de «terrorisme» pour un tweet ou un mot de travers, selon les régimes imprévisibles de l'arbitraire.

Le tweet de travers, c'est ce qui est arrivé à Zeynep Duygu Ağbayir. Cette jeune femme de 36 ans, qui se qualifie de «féministe» tout en revendiquant sa religion musulmane, porte un foulard sur la tête, un tatouage sur le bras, un piercing dans la narine gauche et deux autres sur l'arcade sourcilieuse droite. Elle a les ongles longs vernis en vert, du rouge à lèvres et des lunettes qui soulignent son regard espiègle. A Istanbul, dans le ravissant quartier de Balat, traditionnel et en pleine gentrification, elle a donné rendez-vous dans un lieu qui lui ressemble — et qui en dit long aussi, sur la Turquie d'aujourd'hui. On y écoute du Ben E. King dans un décor kitsch ottoman. Faire un tour aux toilettes, comme très souvent d'un bout à l'autre de la Turquie, offre le spectacle ébouriffant d'un WC plat «à la turque» surgi d'un autre âge mais flamant neuf, et d'un matériel des plus sophistiqués où les robinets et les sèche-mains se déclenchent sans contact, au laser. Zeynep, à l'image du café qu'elle a choisi, est une expression de ce pays hybride et complexe, fait de très anciens, d'ultramoderne et d'innombrables contradictions. C'est d'ailleurs précisément la dichotomie que refuse cette jeune femme de son temps née dans une famille conservatrice et ultranationaliste d'Erzurum (centre-est de la Turquie), diplômée en sociologie et qui travaille dans une association pour la liberté religieuse. «Entre le parti au pouvoir

Journalistes, activistes ou simples citoyens se retrouvent condamnés des peines de prison, accusés de «terrorisme» pour un tweet ou un mot de travers.

qui impose le réislamisation de la société — et le bi-millénarisme dont se réclame l'opposition — qui brime la liberté religieuse —, on veut nous enfermer dans une fausse alternative», dit-elle, en ajoutant, à l'instar des jeunes du café d'Ankara : «Aucun parti ne m'a plu. Aucun n'a compris que la Turquie était en train de changer. Aucun n'a compris que les femmes n'étaient plus les femmes d'antan.»

LES FEMMES NE SONT PLUS CE QU'ELLES ÉTAIENT !

Elle rit. «Ah, les femmes ! Les électeurs traditionnels de l'AKP comme mes parents ne les reconnaissent plus ! Elles sont de plus en plus nombreuses à s'autonomiser, à demander le divorce, à vouloir que leurs enfants soient élevés en dehors des principes selon eux «non conformes». Les hommes qui se définissent comme pieux ont peur qu'elles deviennent incontrôlables. » Pour Zeynep, cette peur explique la décision du président Erdogan, décrétée en mars 2021 et entrée en vigueur le 1^{er} juillet, de faire sortir la Turquie de la convention d'Istanbul, un traité international qu'elle avait été le premier pays à signer et qui engage les signataires à prendre des mesures contre les violences faites aux femmes. Le président a ainsi cédé aux groupes conservateurs et islamistes, pour qui le traité «nuît aux valeurs familiales» en défendant insidieusement l'égalité des sexes et «banalise l'homosexualité» en interdisant de discriminer en fonction de l'orientation sexuelle. Les dizaines de milliers de manifestantes descendues dans la rue pendant plusieurs semaines à travers la Turquie pour protester contre cette décision dépassaient largement le clivage entre religieux et laïques, et incluaient dans leurs rangs des femmes conservatrices, ayant voté ou non pour l'AKP. Selon l'Agence France-Presse (AFP), même l'association de Sünniyye Erdogan, la fille du président turc, avait annoncé son soutien à la convention d'Istanbul, au prix d'attaques et d'insultes.

Mais c'est Twitter qui vaut aujourd'hui à Zeynep Duygu Ağbayir d'être aux prises avec la justice. Avec ses 21 000 et quelques followers, @zeynepduygua a eu l'opportunité de participer à un jeu lancé par des féministes sur le réseau social, consistant à remplacer le mot

«femme» par le mot «homme» dans des expressions courantes, voire dans des sourates du Coran ou dans des hadiths (paroles attribuées au prophète Mahomet). Du genre : «Chaque femme peut se marier avec quatre hommes.» Au lieu de «Frappes les femmes !», Zeynep a tweeté : «Frappes les hommes !», en rajoutant : «Et si les hommes persistent dans leur erreur, frappez les juste d'une petite tape sur les fesses, pas fort, avec le manche de l'aspirateur.» Le procureur s'est saisi lui-même de l'affaire, averti par un fonctionnaire du ministère des affaires religieuses qui était tombé sur ces tweets, dont certains figurent en toutes lettres dans l'acte d'accusation.

«NOUS N'OUBLIERONS PAS LE 10 OCTOBRE»

Zeynep encourt entre-deux et trois ans de prison au terme de ce procès qui est en fait son troisième. En 2017, elle a été incarcérée pendant six mois à Erzurum pour avoir participé à des manifestations en faveur de la paix. En 2019, elle a été accusée (puis acquittée) pour avoir

«ralaisé les valeurs de la religion» en organisant des pique-niques collectifs dans la rue pour célébrer les ruptures du jeûne pendant le ramadan : une manière de critiquer l'opulence et la démesure des ruptures du jeûne pratiquées par certains responsables AKP dans des hôtels ou des restaurants de grand luxe. Pour l'instant, seul le procès des tweets est toujours en cours. Elle attend avec impatience et sans peur l'audience où seront énoncées les phrases incriminées : «Là, on va bien rigoler !» assure-t-elle, en ajoutant : «Le premier séjour en prison, j'avoue que c'est impressionnant. Dès mon arrivée, j'ai été passée à tabac parce que je refusais d'être punie. Et puis on s'y fait, c'est pas la fin du monde. Et je me dis qu'il m'en petit vécu je peux faire avancer les choses.»

Le 10 octobre 2021, je me trouvais à Ankara, et il s'avère que c'était, par hasard, le jour de mon anniversaire. De quoi être surprise par les slogans scandés avec des applaudissements par les manifestants qui se tenaient, immobiles, devant l'ancienne gare de la capitale et que me traduisait Bujcin, mon interprète : «Nous n'oublierons pas le 10 octobre !» Ils étaient une petite centaine venus commémorer, comme chaque année depuis six ans, les 103 personnes tuées dans l'attentat du 10 octobre 2015 revendiqué par l'organisation Etat islamique. Le massacre avait eu lieu au moment où une manifestation pour la paix se tenait là, devant la gare d'Ankara. De nombreux activistes de gauche, notamment prokurdes, étaient présents. L'opposition soupçonne — sans aucun élément de preuve — le président Erdogan d'avoir été informé du massacre et de l'avoir délibérément laissé faire, sachant qu'il viserait des adversaires, et pour justifier la restriction des libertés publiques qui a suivi. Doux les deux slogans de la foule : «Nous n'oublierons pas le 10 octobre !» et «Türkiye faşiste (turc) rendra des comptes !» Les policiers, plus nombreux que les manifestants, n'ont pas fait dans la dentelle. Charges, gaz lacrymogènes, tirs de balles en caoutchouc, tabassages, embarquements dans les fourgons, gardes à vue. Tout cela pour deux phrases prononcées par une centaine de protestataires pacifiques et immobiles. L'ensemble n'a pas duré plus d'une heure. Devant la gare d'Ankara, le bouillonnement des klaxons et des passants affairés a repris normalement, comme si rien ne s'était passé.

L'expérience ordinaire de l'Etat policier a continué plus tard dans la journée, dans le district d'Ataköy, un quartier du nord d'Ankara peuplé majoritairement de réfugiés syriens fuyant la guerre depuis mars 2011. Ces réfugiés sont officiellement 4 millions dans le pays, soit 5 % d'une population turque qui reproche maintenant au président Erdogan de les avoir accueillis en leur ouvrant le marché du travail, au prix d'un marchandage avec l'Union européenne. Par cet accord, contracté avec la chancelière allemande Angela

ANTOINE AGOUDIAN POUR «LE MONDE»



ANTOINE AGOUDIAN POUR «LE MONDE»



ANTOINE AGOUDIAN POUR «LE MONDE»



Les enfants de réfugiés syriens, presque abandonnés à leur sort par leurs parents, jamais réapparus à leur arrivée, sont nombreux dans les rues d'Istanbul.

A Ankara, le député Ahmet Sikaf fait plusieurs années de prison pour avoir dénoncé les exactions et la corruption du régime d'Erdogan.

Zeynep Duygu, jeune féministe qui se revendique musulmane, à Istanbul.

La ville de Diyarbakır est majoritairement habitée par des Kurdes. Après les élections de 2015 gagnées par l'opposition, Erdogan déclenche des conflits avec les Kurdes en vue de renouer les élections.

Depuis 2008, les universités acceptent les étudiants islamistes au sein des institutions.

ANTOINE AGOUDIAN POUR «LE MONDE»



TURQUIE, AMBIANCE DE FIN DE RÈGNE

En dix-huit ans de règne, le président Erdogan a fait du conservatisme islamique un régime autoritaire. Reportage auprès d'une population turque en grande partie déçue, lasse et désabusée, et qui n'attend plus grand-chose des élections à venir.

NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE MARION VAN RENTERGHEM, PHOTOS D'ANTOINE AGOUDIAN POUR « LE MONDE »

Mais qu'ont-elles donc à rigoler comme ça, en tirant sur leurs cigarettes entre deux loukous ? Le café-pâtisserie où les trois copines se sont retrouvées en cette fin d'après-midi est plutôt chic pour le quartier, un carrefour bruyant de Keçiören, une municipalité conservatrice et peu aisée, au nord d'Ankara. Les baies vitrées sont grandes ouvertes et elles se sont installées en bordure de la rue animée. Esra, Sule et Hayriye ont la quarantaine bien sonnée, n'arrêtent pas de fumer et de parler. Les deux premières portent le voile, l'autre non. Elles commandent de nouveau un thé, et allez quoi, encore une assiette de loukous, avec l'argent qu'elles n'ont pas. « Si mon frère me voyait, dit Esra, il me dirait comme d'habitude : "Quoi ? Tu ne dis que tu n'as pas de quoi payer ton loyer, je t'aide, et tu es là au café à manger des gâteaux ?" » Les deux autres rient de plus belle. Pas question pour elles de renoncer à ces délicieux moments d'encastement : « Qu'est-ce qui nous reste, sinon ? »

Les trois copines étaient des fans de Recep Tayyip Erdogan. Elles ont voté plusieurs fois pour ce nationaliste islamico-conservateur qui fut maire d'Istanbul, avant de se faire élire premier ministre puis président, et d'amener ensuite la Constitution de manière à passer du système parlementaire à un régime présidentiel par lequel il s'est octroyé le rôle de chef d'État autocrate... jusqu'à avoir parvenu à la dictature dont il aurait rêvé. Car dans ce pays immense qui, sur 1500 kilomètres, s'étire du continent européen aux confins de l'Asie, tiraillé entre ses différentes identités culturelles, composé de fortes minorités ethniques ou religieuses et de populations aux aspirations contraires, la société turque ne se laisse pas faire. Comme, à leur niveau, les trois copines canailles. Lui et son parti au pouvoir, l'AKP (Parti de la justice et du développement), s'en y croient plus et elles n'en veulent plus.

LE SENTIMENT DE S'ÊTRE FAIT AVOIR

Esra est mariée sans enfants, Sule et Hayriye sont divorcées. Hayriye, mère de trois filles étudiantes, est employée dans une entreprise, et l'inflation est telle que le salaire minimum mensuel qu'elle reçoit (825 livres turques, soit 262 euros) n'est pas loin de passer au-dessous du seuil de pauvreté... « Estimé pour une famille de quatre personnes à 10399 livres, soit 956 euros », « La vie est dure », dit-elle. « Avant, rêchant Esra, on ne trouvait pas les produits dans les magasins. Maintenant qu'ils sont tous là, on n'a pas les moyens de les acheter. Si par chance on obtient un travail, le salaire ne suffit pas. Mon mari fait les poudelles et revend le bœuf à des recycleurs... » Le gouvernement ne pense qu'à ses poches : enchaîne Sule, dont les longs faux cils donnent à son voile un air coquin. J'ai voté pour l'AKP, j'ai même milité et travaillé pour l'AKP ! je le regrette et pour moi, c'est terminé... »

Elles ont le sentiment de s'être fait avoir, après des décennies d'un pouvoir qui imposait, dans la pure tradition du kémalisme, le contrôle de la religion par l'État — et non la séparation de l'Église

et de l'État, comme le veut la laïcité à la française. « L'opposition nous avait exclues, et l'AKP nous a utilisées », résume Esra, en colère. J'avais voté pour Erdogan parce que quand je suis entrée à l'université, en 1999, il était interdit de porter le voile et j'ai dû étudier par correspondance. Maintenant, je me rends compte qu'il s'est seulement servi de nous, les femmes voilées, pour des raisons électorales. Il a obtenu notre vote et il n'en rien fait pour nous. » Les trois copines sont décidées : « elles ne voteront » plus jamais pour personne », cat, disent-elles, « ils se moquent de nous ».

WC « À LA TURQUE » ET ROBINETS AU LASER

A une table derrière elles, quatre adolescents jouent à une sorte de Scrabble et pensent la même chose. Aux prochaines élections présidentielle et législatives (prévues en 2023), ils voteront pour la première fois et ne savent pas pour qui. Ils représentent ces 12% d'électeurs turcs qui, au moment de se rendre aux urnes en 2023, seront nés au tournant des années 2000. Ils reflètent ainsi le constat de l'Institut de sondage Geziç : à la dernière élection présidentielle de juin 2018, les trois quarts des primo-votants turcs (nés dans l'année 2000) n'ont pas donné leur voix au président Erdogan. Leurs parents non plus. « Mes parents votaient AKP et ils ont changé d'avis », disent en chœur deux des adolescents du café-Sherhat, fils d'un chauffeur de camion et d'une ouvrière textile, et Sude, fille d'un retraité et d'une femme de ménage. Ils estiment que « les politiques de ce pays n'ont pas compris qu'on avait changé ».

Il plane en Turquie une atmosphère de fin de règne. La société bouge. Recep Tayyip Erdogan est à la tête du pays depuis dix-huit ans. Une génération entière ne connaît que lui. Il était, avec Vladimir Poutine, le seul dirigeant déjà en place quand Angela Merkel a conquis la chancellerie allemande, en 2005. Ce leader charismatique était bien parti. Nommé premier ministre en 2003 après avoir fait obtenir la majorité parlementaire à l'AKP, il posait les bases d'un pouvoir « musulman démocrate » qui allait instaurer la liberté religieuse et moderniser le pays, notamment par la dynamique de l'industrie du bâtiment et la construction spectaculaire d'infrastructures — ponts, routes, aéroports, hôpitaux. Les soupçons d'un système de corruption et de rétrocommissions octroyées à la clique dirigeante font rapidement partie de l'histoire. Ses victoires électorales successives sont incontestables, mais peu à peu le démocrate a viré à l'autocrate, pour ne pas dire au dictateur.

Le coup d'État avorté, mené contre lui à l'été 2016, est l'occasion en or pour justifier son contrôle accru sur la société, les purges dans les différents services de l'État, la malimise sur la justice. Erdogan lui-même la qualifie de « grâce de Dieu », comme le rappelle le politologue turc Ahmet Insel dans *La Nouvelle Turquie d'Erdogan* (La Découverte, 2019). Les avancées sur la résolution du problème kurde ont cédé la place à une nouvelle vague répressive. Il s'est allié depuis quatre ans avec les ultranationalistes du Parti d'action



A Ankara, séquence d'excaltation nationale du ralliement des nations turques. « Unification des peuples du Touran », est inscrit sur le bouclier.



Jeunes filles stambouliotes dans la cathédrale Sainte-Sophie, transformée en mosquée par la volonté du président Erdogan.

Kemal et Erdogan : le révolutionnaire et le transformateur

Deux hommes, deux chefs d'Etat, deux époques... mais une ambition commune relie Mustafa Kemal et Recep Tayyip Erdogan, souligne l'historien Jean-François Pérouse : le rêve d'un nouvel homme et d'une « nouvelle Turquie ».

PAR JEAN-FRANÇOIS PÉROUSE

En septembre 2021, le président turc Recep Tayyip Erdogan publiait, dans plusieurs langues simultanément, un ouvrage intitulé *Un monde plus juste est possible. Une proposition de modèle pour la réforme des Nations unies*. Par cet acte éditorial dûment médiatisé, Erdogan se posait résolument en transformateur ou réformateur d'un ordre international jugé à la fois unique et hérité de rapports de force révolus. Autrement dit, de la posture de trouble-fête du jeu international ou d'outsider provocateur – on se rappelle sa sortie spectaculaire contre le président israélien à Davos en 2009 – puis de broker-justicier au service des opprimés, Erdogan aspire désormais à être reconnu comme un réformateur planétaire contribuant à la réforme durable d'un mode de gouvernement des nations qu'il fustige déjà de longue date, le jugeant suranné. Le premier président de la République turque, Mustafa Kemal – dénommé Atatürk seulement à partir de 1934 –, n'était, pour sa part, pas allé aussi loin sur le terrain international, au-delà d'une posture pacifiste résumée par sa célèbre formule apaisante : « *Paix à l'intérieur, paix à l'extérieur* ».

COMPARAISONS CARICATURALES

Même si comparaison n'est pas toujours raison, conscients du fait que les deux leaders s'inscrivent dans des contextes historiques très différents,

et n'ignorant pas l'asymétrie des sources sur lesquelles s'appuyer pour conduire l'exercice, nous pouvons toutefois esquiver une mise en parallèle, que semblent légitimer deux raisons principales. D'une part, parce qu'Erdogan, depuis qu'il est président (2014), ne cesse de vouloir s'inscrire dans la continuité du père fondateur – depuis le coup d'Etat raté de juillet 2016 et l'entrée de la Turquie dans les guerres syriennes et le conflit Arménie/Azerbaïdjan. L'usage du titre jusque-là réservé à Atatürk de « commandant en chef » est ainsi apparu pour désigner Erdogan, alors même qu'à la différence du premier président le chef d'Etat actuel n'est pas un militaire de formation. Et, d'autre part, parce que la comparaison est souvent fautive, mais de manière généralement passablement caricaturale et, à nos yeux, insatisfaisante.

Ensuite, une fois admis que les dirigeants sont en partie des symptômes de leurs époques respectives – des époques marquées par les guerres et les crises, dans les deux cas –, il faut se garder des analyses téléologiques, consistant à lire un phénomène à l'aune de son ultime état, qui apaisent toute l'épaisseur des contradictions, louvolements et ambiguïtés des trajectoires, sous l'enclume du regard actuel. Or, les deux présidents ont chacun beaucoup changé au cours de leur long parcours politique au sommet de l'Etat (1923-1938 pour Mustafa Kemal et 2003-2021 pour Erdogan). Les héros de la guerre de libération (1919-

1923) n'est pas l'Atatürk des années 1930 sur des sujets aussi sensibles que la question kurde, la question du rapport de la religion à l'Etat ou même la question de la consommation d'alcool. De même, l'Erdogan jeune premier ministre (début des années 2000) n'est pas l'Erdogan de l'après-Gesit (grand mouvement de contestation à Istanbul en mai-juin 2013) sur des dossiers comme la perspective européenne ou la place de certaines minorités dans la communauté nationale.

DES DISCOURS FLUCTUANTS

C'est une erreur fréquente que de réduire Erdogan à un « islamiste » (sans que l'on sache toujours ce que cela veut précisément dire) doublé d'un nationaliste anti-occidental ; de même, c'est se fourvoyer que de réduire Atatürk à un « laïque » pro-occidental. Le « kémalisme » doit en fait être considéré comme une fabrication idéologique posthume, reformulée tout au long de l'histoire politique de la Turquie après 1938, au gré des intérêts des groupes dirigeants successifs. Un point commun apparaît donc ici : l'extrême pragmatisme des deux dirigeants, qui devrait interdire toute caractérisation trop monolithique et ahistorique.

Donc, de la même façon que l'on doit éviter de comparer deux icônes figées (résultat de projections reproduites sans relâche), il faut se garder de comparer les discours. Car ceux-ci sont très changeants et fluctuants en vérité. Erdogan a tenu toutes sortes de propos sur son grand prédécesseur. A l'entrée « Atatürk » du livre officiel *Que dit Recep Tayyip Erdogan ?* (paru en 2012), on ne trouve que des phrases à la fois respectueuses et audacieuses, du type : « *Nous, nous montrons notre attachement à Atatürk et notre amour pour lui en réalisant l'objectif qu'il a fixé de "dépasser le niveau de civilisation moderne"* » (30 novembre 2005). Comme si Erdogan se posait certes en successeur décidé et dévoué, mais aussi en « dépasseur » du fondateur de la République turque. Mieux vaut donc comparer les actes, d'autant que si Atatürk a laissé une œuvre écrite (son discours-fleuve de 1927), Erdogan, par l'instant, n'a laissé que des paroles innombrables, consignées pour une majeure et bien sélectionnée partie dans l'ouvrage

précédemment cité, bien que le statut de l'ouvrage paru sous son nom en septembre 2021 sur la réforme de l'ordre mondial ne soit pas clair.

UN PAYS TRIARÉ ET INSTABLE

En conséquence, on pourrait énumérer une multitude de différences entre les deux présidents : l'origine géographique (Salonique/est de la mer Noire), l'éducation (militaire/civile), les référents intellectuels et émotionnels, le style de vie, la maîtrise des langues étrangères, le rapport au passé ottoman, la conception de la place de la femme dans la vie publique, celle du rôle dévolu à la famille dans l'ordre social, l'importance accordée à la richesse, la vision du monde du travail (organicisme/individualisme)... Mais ce serait vaine entreprise. A l'examen, au risque de choquer les thuriféraires comme les adversaires inconditionnels de l'un ou de l'autre, les traits communs

saillent : longévité organisée à la tête de l'Etat (par neutralisation redoublée des concurrents potentiels), pragmatisme – on l'a déjà dit –, que le parallèle entre la relation d'Atatürk au pouvoir soviétique, puisant voisin obligé, et celle d'Erdogan à la Russie de Poutine illustrerait bien, culte de l'Etat, autoritarisme, développementalisme volontariste et obsession réformatrice.

En ce qui concerne le dernier point, si Atatürk est l'homme des « révolutions » (le passage à la République, la « révolution » de l'alphabet, de la langue, du costume, de la laïcité), Erdogan est plutôt l'homme des « transformations ». En effet, « transformation » (*dönüşüm*) est un terme cardinal du vocabulaire du président actuel, qui labellise ses politiques dans des secteurs très variés : santé, justice, urbanisme, industrie ou

enseignement. Le fondement de cette volonté de transformation est la quête acharnée de l'indépendance, de la souveraineté, de l'efficacité, de la respectabilité internationale et... de revenus supplémentaires. Au-delà des différences de technologie et de technologie de gouvernement, Atatürk comme Erdogan sont des partisans de l'ingénierie sociale et rêvent d'un nouveau homme et d'une « nouvelle Turquie » dont il serait le promoteur...

Oublier ces continuités et affirmations reviendrait à négliger les données structurelles d'un pays tiraillé entre des ensembles géographiques, politiques, économiques et socioculturels très variés et issus (il y a près de cent ans) de traumatismes sublimés partiellement dans une forme politique et sociale encore instable. ●

L'ICÔNE – Elu premier président de la République turque en 1923, Mustafa Kemal se fait appeler Atatürk à partir de 1934.



ANTOINETTE AGOUDIAN POUR « LE MONDE »

JEAN-FRANÇOIS PÉROUSE est enseignant-chercheur rattaché à l'université Toulouse Jean-Jaures, ancien directeur de l'Institut Français d'Etudes anatoliennes (IFEA, Istanbul). Auteur, en collaboration avec Nicolas Chevillon, d'*Erdogan. Nouveau père de la Turquie ?* (François Bourin, 2016 et 2017), mais aussi d'*D'Angora à Ankara (1919-1950) : la naissance d'une capitale, à paraître à l'automne 2021*.

Ma vie dans un quartier conservateur d'Istanbul

L'écrivain français Pierre Fréha vit depuis dix ans à Fatih, l'un des plus anciens quartiers d'Istanbul, assez conservateur. Il a accepté de nous raconter ses mésaventures dans ce secteur adapté pour convenir à la classe moyenne stambouliote.

PAR PIERRE FRÉHA

Au début, tout allait bien. J'étais le petit nouveau dans l'immeuble, venu d'un pays européen, ça changeait des Syriens et autres irakiens qui avaient envahi Fatih. A tour de rôle, les voisins toquaient à ma porte pour me féliciter, et à la fête religieuse suivante, on alla jusqu'à m'apporter une assiette de *kofte* (des boulettes de viande) et une sucrerie. *Masallah ! Par la volonté de Dieu !* La lune de miel entre eux et moi semblait ne devoir jamais cesser.

NI TRANSGRESSION NI CÉLIBATAIRE

C'est que je n'habite pas dans n'importe quel quartier. Istanbul moderne et européanisée, ce n'est pas par ici. Du côté d'Aksaray, il y a les réfugiés, les sans-papiers, les vendeurs de pilules de Viagra, tous les combinars de la terre. Ils n'ont pas encore envahi mon côté de Fatih, Edirnekapi et Balat, avec ses faux airs de Chelsea et de Saint-Germain-dés-Près. Les conservateurs ont la haute main vers chez moi. Quand enfin vous tombez sur une librairie, elle est religieuse, vous n'y trouverez pas de romans. On ne fait pas une bibliothèque de politique par chez moi, la religion suffit ; on se sent proche de l'AKP, le parti au pouvoir depuis bientôt vingt ans.

Les quartiers Besiktas, Kadiköy paraissent si loin, si insolents ! On y croise des jeunes femmes en minijupe, clope au bec... Impensable à Karagümrük. Les innombrables magasins de robes de mariée donnent le ton juste sur la rue principale de Fatih en

s'est tendue. Les voisins sont devenus fuyants, invisibles, comme des animaux sauvages. Les bonjours ont disparu. Mon statut d'étranger n'a pas fait long feu. Il ne présente plus l'intérêt du début. On ne m'offre plus de repas. Certes, je ne suis ni syrien, ni camerounais, ni bangladaïsi, mais bon, mon célibat ne milite pas en ma faveur.

Deux incidents ont fini par me mettre hors jeu. J'endosse la responsabilité pour les impairs que j'ai commis. S'agirait-il d'actes manqués ? Commencés par les faits. Chaque lundi, Burcu vient nettoyer les escaliers. J'ai oublié quelque chose sur le palier, je vérifie par le judas que la voie est libre et j'ouvre la porte. Surgie de l'étage supérieur, voilà Burcu qui apparaît et découvre que je suis nu. Il faisait dans les 40°C, le système de détection électronique entre les étages ne permettait pas que je devine qu'elle était en train de descendre. Je pousse un cri apeuré et referme précipitamment la porte. La manifestation de mon désespoir va-t-elle suffire ? Je dois lui parler pour éviter qu'elle amène les voisins. Je m'empare d'un peignoir enveloppant, j'ouvre à nouveau la porte. Elle est en train de rajuster son voile et m'écoute lui présenter des excuses. Elle me prie, elle accepte et murmure un vague « d'accord » qui me rassure. Ouf ! elle n'en fera pas des gorges chaudes. Elle a une petite trentaine.

COMMENT DEVENIR IMPUR

Un mois plus tard, je comprends qu'elle avait raconté à tout le monde ce qui s'était passé. Ça expliquait le changement de comportement d'un des voisins qui m'était le plus fidèle, qui du jour au lendemain me faisait d'étranges réflexions en me désignant de la tête aux pieds. Alors que je l'avais chargé d'arroser mes plantes en mon absence, il me rendit la clé en affirmant que la pierre de travertin dans mon appartement était sale, et fit grimace. Je compris que tout, chez moi, était devenu impur. Malgré le choc, je le rassurai en lui expliquant que la pierre naturelle laissait apparaître des taches, ça n'avait rien de sale. Il me sourit pour clore la discussion.

Le deuxième incident, véritable mélodrame, fut de loin le plus grave, puisqu'il faillit me conduire dans un

commissariat. Je plaide coupable. Ce soir-là encore il faisait si chaud ! Il fut temps de tirer le double rideau noir dans la chambre. M'approchant de la fenêtre, j'en oubliai que j'étais nu. A ma stupéfaction, j'entendis, comme sorti des pages de *L'Idiot* de Dostoïevski, un homme que je n'avais jamais vu commencer à hurler en désignant ma fenêtre et braquer un doigt dans ma direction. Son épouse voilée observait à ses côtés la scène sans manifester d'effroi. Il prononça à plusieurs reprises le même mot, avec l'espoir d'embraser toute la rue : « *İlan-durma, jandarma, jandarma* » ! hurla-t-il. Au moins trois fois. Les gendarmes ? Ils vont débarquer chez moi ? J'enfilai prestement un short (mi-long) et un tee-shirt en me préparant au pire.

Par une autre fenêtre, placée derrière un épais rideau noir, je louchai vers l'immeuble d'en face, où vivent mes puritains. Le couple s'était retiré. Qui avait entendu ? En était-ce fini de ma réputation déjà entamée ? Impossible d'échapper aux vicissitudes. L'un

des voisins consacra un temps considérable à l'observation de la rue depuis sa fenêtre (moins qu'une autre voisine plus éloignée dans la rue qui, elle, y a établi un poste permanent, hiver comme été, il faudrait un miracle pour qu'ils n'aient rien entendu. Pourvu qu'il y ait eu un programme passionnant à la télé au même moment ! Voilà à quoi j'étais réduit d'espérer. La soirée étant gâchée, je décidai de me coucher pour faire pénitence.

« NE REGARDER PAS MA FAUTE »

Le lendemain, je sortis plus discrètement que d'habitude, en priant que le ténébreux voisin ne soit pas dans les parages. J'avais tout prévu. Si je le rencontrais, ou si quelqu'un m'en parlait, je prendrais la mine la plus déconflite de mon répertoire et présenterais de plates excuses avec la formule turque consacrée : « *Lütfen kusura bakma* » (« S'il te plaît, ne regarde pas ma faute »). En général, cette autoaccusation, quoique très galvaudée, remporte un franc succès.

Mais dans le cas d'une brève faute d'exhibitionnisme involontaire, avait-elle une chance de convaincre ? Plaider coupable suffirait-il ?

Depuis, rien ne va plus. Dans les faits, je n'ai pas été inquiété, mais on ne me regarde plus pareil, je n'inspire plus confiance. Hier était jour de marché. Apercevant une de mes voisines au loin tirant un lourd chariot, espérait me racher, je me précipitai en lui proposant de le montrer jusque chez elle. Naïf que je suis ! Outre l'orgueil démesuré de ces femmes vêtues de noir de la tête aux pieds, alors qu'elles ne passent pas plus inaperçues qu'une gamine en minijupe, avec cette insistance à paraître si dures, si désenchantées, qui les rend plus visibles que si elles tentaient d'être élégantes, elle ne daigna pas me répondre autrement que par un vague geste de refus accompagné d'un merci inaudible. Je compris que ma démarche était mal accueillie.

On me tolérât, oui, on ne faisait pas de vagues, mais, franchement, ne pouvais-je pas les laisser tranquilles ? Personne n'avait besoin de moi, pas même pour porter un chariot. ●

AUCUN D'ISTANBUL — De nombreux fondamentalistes religieux habitent Fatih, quartier historique, central et populaire.



ANTOINE AGOUDIAN POUR « LE MONDE »

PIERRE FRÉHA
est un écrivain français né à Alger en 1952. Dans son dernier livre, *Belle Ciao Istanbul* (Mout, 2021), il évoque les bouleversements vers le conservatisme du quartier d'Istanbul où il habite depuis dix ans.